



CHAPITRE 12

CHAPTER 12

Loi modifiant la Loi de la Législature et concernant la pension des membres des deux Chambres

An Act to amend the Legislature Act and respecting the pensions of members of both Houses

[Sanctionnée le 11 juillet 1963]

[Assented to 11th July 1963]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S. R., c. 4, a. 6, am. **1.** L'article 6 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Limite d'âge. "Toutefois, lorsqu'un conseiller législatif nommé après le premier juillet 1963 atteint l'âge de soixante-quinze ans, ses fonctions cessent de plein droit."

S. R., c. 4, a. 81, remp. **2.** L'article 81 de la dite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

Indemnité pour session. "**81.** Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session une indemnité de dix mille dollars."

S. R., c. 4, a. 82, remp. **3.** L'article 82 de la dite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

Session de trente jours. "**82.** Pour chaque session de la Législature de trente jours ou moins, il est

1. Section 6 of the Legislature Act (Revised Statutes, 1941, chapter 4) is amended by adding thereto the following paragraph:

"Nevertheless, when a legislative councillor appointed after the first of July 1963 reaches the age of seventy-five years, his tenure of office shall cease by operation of law."

2. Section 81 of the said act, replaced by section 2 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 10, is again replaced by the following:

"**81.** For every session of the Legislature which extends beyond thirty days, there shall be payable to each Legislative Councillor and to each member of the Legislative Assembly, present thereat, an indemnity of ten thousand dollars."

3. Section 82 of the said act, replaced by section 3 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 10, is again replaced by the following:

"**82.** For each session of the Legislature of thirty days or less, there shall be

accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session, une indemnité de cent dollars par jour de session.”

S. R., c. 4, a. 83, remp. **4.** L'article 83 de la dite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant :

Paiement de l'indemnité. **“83.** L'indemnité prévue à l'article 81 est payée au taux d'un septième le dernier jour de chaque mois de session, et le solde à la fin de la session.

Idem. L'indemnité prévue à l'article 82 est payée à la fin de la session.”

S. R., c. 4, a. 84, remp. **5.** L'article 84 de la dite loi, modifié par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 51, est remplacé par le suivant :

Déduction pour absence. **“84.** Une déduction de cent dollars est faite sur l'indemnité pour chaque jour en plus de trois qu'un conseiller législatif n'assiste pas à une séance du conseil.

Idem. Une déduction de cinquante dollars est faite sur l'indemnité pour chaque jour en plus de dix qu'un député n'assiste pas à une séance de l'Assemblée législative.

Restriction. Mais, dans le cas d'un conseiller législatif nommé ou d'un député élu après le commencement d'une session, nul jour de session antérieur à sa nomination ou à son élection n'est compté comme jour d'absence.”

S. R., c. 4, a. 85, remp. **6.** L'article 85 de la dite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant :

Indemnité pour partie de session. **“85.** Une personne qui est membre de l'une ou de l'autre Chambre durant plus de trente jours d'une session, bien qu'elle n'en soit membre que durant une partie de cette session, a droit à son indemnité en vertu de l'article 81 et à son allocation en vertu de l'article 87, moins une déduction de cinquante dollars par jour de session écoulé avant qu'elle soit devenu membre de l'une ou de l'autre Chambre ou, selon le cas, après qu'elle a cessé de l'être, et moins

allowed to each Legislative Councillor and to each member present at such session, an indemnity of one hundred dollars for each day of sitting.”

4. Section 83 of the said act, replaced by section 4 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 10, is again replaced by the following :

“83. The indemnity provided in section 81 shall be paid at the rate of one-seventh on the last day of each month of sitting and the remainder at the close of the session.

The indemnity provided in section 82 shall be paid at the close of the session.”

5. Section 84 of the said act, amended by section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 51, is replaced by the following :

“84. A deduction of one hundred dollars shall be made from such indemnity for every day beyond three, on which a legislative councillor does not attend a sitting of the Council.

A deduction of fifty dollars shall be made from such indemnity for every day beyond ten on which a member does not attend a sitting of the Legislative Assembly.

But in the case of a legislative councillor appointed or member elected after the commencement of a session, no day of sitting previous to his appointment or election shall be reckoned as a day of absence.”

6. Section 85 of the said act, replaced by section 5 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 10, is again replaced by the following :

“85. Any person who is a member of either House for more than thirty days during any session, though such person may be a member for a part only of such session, shall be entitled to his indemnity under section 81 and to his allowance under section 87, less a deduction of fifty dollars for each day of sitting before he became or ceased to be a member of either House, as the case may be, and less also the deduction provided in section 84

aussi la déduction prévue à l'article 84 pour défaut de présence pendant le temps qu'elle est membre de l'une ou de l'autre Chambre.

Indemnité pour partie de session.

Si elle n'est membre que durant trente jours ou moins, elle n'a droit qu'à cent dollars par jour de session quelle que soit la durée de cette session, moins la déduction prévue à l'article 84 pour défaut de présence pendant le temps qu'elle est membre de l'une ou de l'autre chambre.

Membre changeant de chambre.

Un membre d'une des Chambres qui devient, au cours d'une session, membre de l'autre Chambre n'a droit qu'à une seule indemnité pour cette session, moins la déduction prévue à l'article 84. Il a droit aussi à une proportion des allocations prévues à l'article 87, basée sur le nombre de jours pendant lesquels il a été membre de l'une et de l'autre Chambre."

S. R., c. 4, a. 87, remp.

7. L'article 87 de la dite loi, remplacé par l'article 8 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 10, est de nouveau remplacé par le suivant :

Frais de déplacement, etc.

"87. Il est aussi accordé annuellement à chaque conseiller législatif une allocation de deux mille dollars et à chaque député une allocation de cinq mille dollars pour frais de déplacement, dépenses de bureau et tous déboursés inhérents à leur fonction respective. La moitié de cette somme est payée après deux mois de session et le solde à la fin de chaque session."

1957-58, c. 19, a. 1, remp.

8. L'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 19, modifié par l'article 1 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 25, est remplacé par le suivant :

Interprétation :

"1. Pour les fins de la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

"conseiller législatif";

a) "conseiller législatif" signifie une personne nommée membre du Conseil législatif après le premier juillet 1963;

"député";

b) "député" signifie une personne qui était membre de l'Assemblée législative le premier janvier 1958 ou qui l'est devenu après cette date;

"indemnité".

c) "indemnité" désigne l'indemnité payable aux conseillers législatifs ou aux députés pour chaque session de la Légis-

for non-attendance while he is a member of either House.

If he is a member for only thirty days or less, he shall be entitled only to one hundred dollars for each day of sitting, whatever be the length of the session, less the deduction provided in section 84 for non-attendance while he is a member of either House.

Indemnity for part of session.

A member of either House who becomes, during a session, a member of the other House, shall be entitled only to a single indemnity for such session, less the deduction provided in section 84. He shall also be entitled to a portion of the allowances provided in section 87 based on the number of days during which he was a member of either House."

Member going to other House.

7. Section 87 of the said act, replaced by section 8 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 10, is again replaced by the following :

R. S., c. 4, s. 87, replaced.

"87. There shall also be allowed annually to each legislative councillor an allowance of two thousand dollars, and to each member an allowance of five thousand dollars for travelling expenses, office expenses and all disbursements attached to their respective functions. One-half of such sum shall be paid after two months of sitting and the remainder at the close of each session."

Travelling expenses, etc.

8. Section 1 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 19, amended by section 1 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 25, is replaced by the following :

1957-58, c. 19, s. 1, replaced.

"1. For the purposes of this act, unless the context indicates a different meaning,

Meaning:

a. "legislative councillor" means a person appointed a member of the Legislative Council after the first of July 1963;

"legislative councillor";

b. "member" means a person who was a member of the Legislative Assembly on the first of January 1958 or who became a member thereof after that date;

"member";

c. "indemnity" means the indemnity payable to legislative councillors or members for each session of the Legislature,

"indemnity".

lature, mais ne comprend pas les sommes accordées à titre de frais de représentation, d'allocation de logement, de frais de déplacement, de dépenses de bureau ou de déboursés inhérents aux fonctions de conseiller législatif ou de député.

“indemnité” en certains cas.

Dans le cas des membres du Conseil exécutif, de l'orateur du Conseil législatif, du leader du gouvernement et du leader de l'opposition de ce Conseil, de l'orateur et de l'orateur suppléant de l'Assemblée législative, du chef de l'opposition et des adjoints parlementaires, le mot “indemnité” comprend aussi, si le titulaire de la fonction en exprime le désir par avis adressé au ministre des finances, l'indemnité supplémentaire qu'il reçoit à ce titre particulier, ou une partie de cette indemnité, pour une période spécifiée ou pour un temps indéterminé, à compter de la session indiquée au dit avis. Il peut en tout temps par la suite, au moyen d'un semblable avis, renoncer pour l'avenir à l'addition de cette indemnité supplémentaire à celle qu'il reçoit comme conseiller législatif ou député, pour fin de calcul de ses contributions.”

but does not include the sums granted as entertainment expenses, lodging allowance, travelling expenses, office expenses or disbursements attached to the functions of legislative councillor or member of the Legislative Assembly.

In the case of the members of the Executive Council, the speaker of the Legislative Council, the Government leader and the leader of the opposition in such Council, the speaker and the deputy speaker of the Legislative Assembly, the leader of the Opposition and the parliamentary assistants, the word “indemnity” also includes, if the holder of the office indicates that he so desires by notice to the Minister of Finance, the supplementary indemnity which he receives by virtue of such indemnity for a specified or indeterminate period, from and after the session mentioned in the said notice. He may at any subsequent time, by a similar notice, renounce for the future the addition of such supplementary indemnity to that which he receives as a legislative councillor or member, for the purpose of computing his contributions.”

“Indemnity” in certain cases.

1957-58, c. 19, a. 2, am.

9. L'article 2 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 33, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la dernière ligne du premier alinéa, les mots “l'Assemblée législative”, par les mots “la Législature”;

b) en remplaçant le second alinéa, par le suivant:

“Ce système de pensions ne s'applique pas à un conseiller législatif ou à un député qui donne au ministre des finances avis de son intention de ne pas participer au plan de pension. Cet avis peut être donné par un conseiller législatif ou un député en tout temps après son assermentation comme tel.”

Avis de refus.

9. Section 2 of the said act, amended by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 33, is again amended

a. by replacing the words “Legislative Assembly” in the last two lines of the first paragraph, by the word “Legislature”;

b. by replacing the second paragraph by the following:

“Such system of pensions shall not apply to a legislative councillor or member who notifies the Minister of Finance that he does not propose to take part in the pension plan. This notice may be given by a legislative councillor or member at any time after his being sworn as such.”

Notice of refusal.

1957-58, c. 19, a. 3, remp.

10. L'article 3 de la dite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 33, est de nouveau remplacé par le suivant:

“**3.** 1. Aux fins du système de pensions constitué par l'article 2, chaque conseiller législatif et chaque député fournit à chaque session, sous forme de retenue sur

Contribution.

10. Section 3 of the said act, replaced by section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 33, is again replaced by the following:

“**3.** 1. For the purposes of the system of pensions established by section 2, each legislative councillor and each member shall provide, each session, in the form of

Contribution.

son indemnité respective, une contribution équivalente à six pour cent de cette indemnité.

a deduction from his respective indemnity, a contribution equal to six per cent of such indemnity.

Avis et contribution.

2. Au cas où le conseiller législatif ou le député désire que les dispositions de l'article 14 soient applicables à son épouse il en donne avis au ministre des finances et fournit une contribution additionnelle de un et demi pour cent.

2. If the legislative councillor or member wishes the provisions of section 14 to be applicable to his wife, he shall so notify the Minister of Finance, and provide an additional contribution of one and one-half per cent.

Notice and contribution.

Commencement des contributions.

3. Ces contributions commencent, a) dans le cas d'un conseiller législatif nommé au cours d'une session, avec la session au cours de laquelle il est nommé et dans le cas d'un conseiller législatif nommé alors que les Chambres ne sont pas en session, avec la première session qui suit sa nomination au Conseil législatif;

3. Such contributions shall commence, a. in the case of a legislative councillor appointed during a session, with the session during which he is appointed and, in the case of a legislative councillor appointed when the Houses are not in session, with the first session following his appointment to the Legislative Council;

Commencement of contributions.

b) dans le cas d'un député élu membre de l'Assemblée législative au cours d'une session, avec la session au cours de laquelle il est élu et, dans le cas d'un député élu alors que les Chambres ne sont pas en session, avec la première session qui suit son élection."

b. in the case of a member elected to the Legislative Assembly during a session, with the session during which he is appointed and, in the case of a member elected when the Houses are not in session, with the first session following his election."

1957-58, c. 19, a. 4, am.

11. L'article 4 de la dite loi, est modifié en remplaçant dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "au crédit respectif de chaque député", par les mots "au crédit de celui qui les a fournies".

11. Section 4 of the said act is amended by replacing the words "to the credit of each member respectively" in the fourth and fifth lines, by the words "to the credit of the person who provided them."

1957-58, c. 19, s. 4, am.

Id., a. 5, remp.

12. L'article 5 de la dite loi est remplacé par le suivant:

12. Section 5 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 5, replaced.

Pensions.

5. Sous réserve de l'article 6, a) tout conseiller législatif qui a atteint l'âge de soixante-quinze ans, ou qui donne sa démission après avoir rempli ses fonctions pendant au moins dix ans ou dix sessions parlementaires, ou qui donne sa démission et fournit en même temps la preuve qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions, reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle équivalente à soixante-quinze pour cent du montant total de ses contributions;

5. Subject to section 6, a. every legislative councillor who has reached the age of seventy-five years or resigns after having held office for at least ten years or ten parliamentary sessions, or who resigns and at the same time gives proof that he is permanently disabled so that he cannot effectively carry out his duties, shall receive, during his lifetime, in equal monthly instalments, an annual pension equal to seventy-five per cent of the total amount of his contributions;

Pensions.

Idem.

b) toute personne qui cesse d'être député après en avoir exercé le mandat pendant au moins dix ans ou dix sessions parlementaires reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle équivalente à soixante-

b. every person who ceases to be a member after having held a mandate as such for at least ten years or ten parliamentary sessions shall receive, during his lifetime, in equal monthly instalments, an annual pension equal to seventy-five

Idem.

	quinze pour cent du montant total de ses contributions.	per cent of the total amount of his contributions.
Restriction.	Pour les fins de la pension du conseiller législatif ou du député, compte n'est pas tenu de la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3."	For the purposes of the pension of the legislative councillor or member, the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3 shall not be counted."
1957-58, c. 19, a. 6, remp.	13. L'article 6 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 11, est remplacé par le suivant:	13. Section 6 of the said act, amended by section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 11, is replaced by the following:
Maximum.	"6. Aucune pension ne doit excéder annuellement le montant de l'indemnité, sans déduction pour cause d'absence, payable aux conseillers législatifs ou aux députés pour la dernière session de plus de trente jours précédant la mise à la retraite du bénéficiaire, y compris, le cas échéant, l'indemnité supplémentaire visée au paragraphe c de l'article 1, et dès que le montant total de ses contributions est suffisant pour lui donner droit au maximum de pension prévu par le présent article, le conseiller législatif ou le député cesse d'en fournir.	"6. No pension shall exceed annually the amount of the indemnity, without deduction by reason of absence, payable to legislative councillors or to members for the last session of more than thirty days preceding the retirement of the beneficiary, including any supplementary indemnity contemplated in paragraph c of section 1, and when the total amount of his contributions is sufficient to entitle him to the maximum pension provided for by this section, the legislative councillor or member shall cease to contribute.
Cas spéciaux.	Dans le cas d'un conseiller législatif ou d'un député qui a cessé de remplir l'une des fonctions énumérées au paragraphe c de l'article 1, l'indemnité supplémentaire prévue au présent article est le montant annuel de l'indemnité la plus élevée qu'il a reçue comme titulaire de l'une desdites fonctions, en n'importe quel temps ou au cours de n'importe quelle session auparavant."	In the case of a legislative councillor or member who has ceased to hold one of the offices listed in paragraph c of section 1, the supplementary indemnity contemplated in this section shall be the annual amount of the highest indemnity received by him, as the holder of one of the said offices, at any time or during the course of any former session."
1957-58, c. 19, aa. 8, 9, remp.	14. Les articles 8 et 9 de la dite loi sont remplacés par les suivants:	14. Sections 8 and 9 of the said act are replaced by the following sections:
Retrait des contributions.	"8. Tout conseiller législatif qui, avant d'avoir atteint l'âge de soixante-quinze ans et avant d'avoir rempli ses fonctions pendant dix ans ou dix sessions parlementaires, donne sa démission, sauf pour cause d'invalidité permanente, a droit au retrait de ses contributions, y compris la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3.	"8. Every legislative councillor who resigns before reaching the age of seventy-five years, and before he has held office for ten years or ten parliamentary sessions, except on account of permanent disability, shall be entitled to withdraw his contributions, including the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3.
Idem.	Tout député qui, avant d'avoir rempli son mandat pendant dix ans ou dix sessions parlementaires, cesse d'être député a droit au retrait de ses contributions, y compris la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3.	Every member of the Legislative Assembly who ceases to be such before having held office for ten years or ten parliamentary sessions, shall be entitled to withdraw his contributions, including the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3.

Conseiller
ou député
expulsé.

“9. 1. Un conseiller législatif dont le Conseil législatif a ordonné l'expulsion en vertu de l'article 78 de la Loi de la Législature, ou un député qui a été expulsé par décret de l'Assemblée législative en vertu de l'article 77 de la même loi ou par jugement de la Cour supérieure en vertu de la loi 15-16 George VI, chapitre 20, n'a droit qu'au remboursement de ses contributions, y compris la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3.

Coupable
de trahison,
etc.

2. Un conseiller législatif ou un député trouvé coupable de trahison ou d'un acte criminel commis pendant la durée de ses fonctions et visé à la partie III ou à la partie VII du Code criminel ou de conspiration pour commettre un tel acte, perd tout droit à la pension prévue à la présente loi et n'a droit qu'au remboursement prévu au paragraphe 1, déduction faite de tous versements de pension qu'il a pu toucher avant sa condamnation.”

1957-58,
c. 19, a.
10, remp.

15. L'article 10 de la dite loi, modifié par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 25, est remplacé par le suivant:

Rachat
d'années.

“10. Toute personne, qui a cessé d'être membre de l'une ou de l'autre Chambre et qui est nommée membre du Conseil législatif ou qui est élue député, a droit de racheter et de faire compter pour fins de pension, en totalité ou en partie, les années pendant lesquelles elle a été membre de l'une ou de l'autre Chambre, en donnant un avis à cet effet au ministre des finances et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal aux contributions qu'elle aurait dû fournir pour ces années.

Intérêt.

Au cas où elle a retiré des contributions qu'elle avait fournies pour les années qu'elle désire racheter, elle doit aussi payer au ministre des finances un intérêt au taux légal depuis leur retrait.

Avis.

Cet avis doit être donné suivant une formule fournie ou approuvée par le ministre des finances pas plus tard que douze mois après que cette personne a été nommée membre du Conseil législatif ou qu'elle a été élue député.”

“9. 1. A legislative councillor whose expulsion has been ordered by the Legislative Council under section 78 of the Legislature Act, or a member who has been expelled by order of the Legislative Assembly under section 77 of the same act or by judgment of the Superior Court under the act 15-16 George VI, chapter 20, shall only be entitled to repayment of his contributions, including the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3.

2. A legislative councillor or member convicted of treason or of an indictable offence committed during his tenure of office and contemplated in Part III or Part VII of the Criminal Code or of conspiracy to commit any such offence, shall forfeit all right to the pension provided for in this act and shall only be entitled to the repayment provided for in subsection 1, less any pension payments that he may have received before his conviction.”

15. Section 10 of the said act, amended by section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 25, is replaced by the following:

“10. Every person who has ceased to be a member of either House and is appointed a member of the Legislative Council or elected a member, shall be entitled to redeem and have counted for pension purposes, in whole or in part, the years during which he was a member of either House, on giving notice to that effect to the Minister of Finance and paying into the consolidated revenue fund an amount equal to the contributions that he would have had to provide during such years.

If he has withdrawn the contributions that he had provided for the years that he wishes to redeem, he must also pay to the Minister of Finance interest at the legal rate from the time of such withdrawal.

Such notice shall be given in accordance with a form supplied or approved by the Minister of Finance not later than twelve months after such person was appointed a member of the Legislative Council or elected a member.”

Council-
lor or
member
expelled.

Convic-
tion of
treason,
etc.

1957-58,
c. 19, s. 10,
replaced.

Redem-
ption of
previous
years.

Interest.

Notice.

1957-58,
c. 19, a.
11, am.

16. L'article 11 de la dite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 25, et par l'article 3 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 33, est modifié en remplaçant les paragraphes *a* et *b* par les suivants:

"*a*) est membre du Conseil législatif quelle que soit la date de sa nomination;

"*b*) exerce de nouveau le mandat de député ou exerce ce mandat pendant qu'il est bénéficiaire d'une pension de conseiller législatif;"

Id., a. 12,
remp.

17. L'article 12 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Augmen-
tation de
pension de
député.

"**12.** Lorsqu'un conseiller législatif, bénéficiaire d'une pension de député dont le versement est suspendu en vertu du paragraphe *a* de l'article 11, a droit au versement d'une pension comme conseiller législatif, sa pension de député est augmentée, sous réserve de l'article 6, d'une somme égale à soixante-quinze pour cent du montant total de ses contributions comme conseiller législatif, sans tenir compte, le cas échéant, de la contribution additionnelle prévue au paragraphe 2 de l'article 3.

Idem.

Dans l'un et l'autre des cas visés au paragraphe *b* de l'article 11, les contributions reprennent cours, sous réserve de l'article 6, et la pension, lorsqu'elle recommence à courir, est augmentée d'une somme égale à soixante-quinze pour cent du montant total de ses nouvelles contributions, sans tenir compte, le cas échéant, de la contribution additionnelle prévue au paragraphe 2 de l'article 3."

1957-58,
c. 19, a.
13, remp.

18. L'article 13 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Paiement
d'arré-
rages.

"**13.** Lorsqu'une pension devient payable à un conseiller législatif ou à un député, ou à la veuve de l'un ou de l'autre, avant que ce conseiller ou ce député ait acquitté toutes les contributions qu'il doit, cette pension est calculée sur le montant total des contributions qu'il a payées, à moins que le solde n'en soit payé dans les soixante jours qui suivent ou, le cas échéant, par versements conformément à l'avis mentionné aux articles 10, 14*d*, 14*e* et 14*f*."

16. Section 11 of the said act, replaced by section 4 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 25, and by section 3 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 33, is amended by replacing paragraphs *a* and *b* by the following:

1957-58,
c. 19, s.
11, am.

"*a.* is a member of the Legislative Council whatever be the date of his appointment;

"*b.* again holds a mandate as a member or holds such mandate while he is the beneficiary of a legislative councillor's pension;"

17. Section 12 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 12,
replaced.

"**12.** Whenever a legislative councillor, who is the beneficiary of a member's pension the payment of which is suspended under paragraph *a* of section 11, is entitled to payment of a pension as a legislative councillor, his member's pension shall be increased, subject to section 6, by an amount equal to seventy-five per cent of the total amount of his contributions as a legislative councillor, without counting, in cases where it is made, the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3.

Increase
of pension
as mem-
ber.

In both cases contemplated in paragraph *b* of section 11, the contributions shall be resumed, subject to section 6, and the pension, when it recommences, shall be increased by an amount equal to seventy-five per cent of the total amount of his further contributions without counting, in cases where it is made, the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3."

Idem.

18. Section 13 of the said act is replaced by the following:

1957-58,
c. 19, s.
13, re-
placed.

"**13.** When a pension becomes payable to a legislative councillor or member, or to the widow of either, before such councillor or member has paid all the contributions that he owes, such pension shall be based upon the total amount of the contributions that he has paid, unless the remainder thereof is paid within the next sixty days, or in instalments in conformity with the notice mentioned in sections 10, 14*d*, 14*e* and 14*f*."

Payment
of arrears.

1957-58,
c. 19, a.
14, remp.

19. L'article 14 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Veuves.

"14. Lorsque la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3 a été payée, et subordonnement, le cas échéant, aux dispositions de l'article 13,

a) la veuve du bénéficiaire d'une pension de conseiller législatif ou de député, ou d'une personne ayant droit à l'une ou l'autre de ces pensions mais décédée avant d'avoir commencé à la recevoir, a droit, à compter du décès de celui-ci, sa vie durant, à une pension égale à cinquante pour cent de celle que son mari recevait ou avait droit de recevoir;

b) la veuve d'une personne qui décède pendant qu'elle est membre de l'une ou de l'autre Chambre reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle égale à trente-sept et demi pour cent du montant total des contributions de son mari, sans tenir compte cependant de la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3."

1957-58,
c. 19, aa.
14b à 14g,
aj.

20. La dite loi est modifiée en ajoutant après l'article 14a édicté par l'article 4 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 33, les articles suivants:

"Conseiller législatif."

"14b. Pour les fins des articles 14c à 14e, les mots "conseiller législatif" signifient une personne nommée membre du Conseil législatif avant le premier juillet 1963.

Pension au conseiller démissionnaire.

"14c. 1. Tout conseiller législatif qui donne sa démission après avoir atteint l'âge de soixante-quinze ans ou après avoir rempli ses fonctions pendant au moins dix ans ou dix sessions parlementaires, ou qui donne sa démission et fournit en même temps la preuve qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions, reçoit, sa vie durant, sans contribution de sa part, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle égale à soixante-quinze pour cent du montant total des contributions qu'il aurait été appelé à fournir conformément à l'article 3 s'il lui avait été applicable depuis sa nomination au Conseil législatif, sans tenir compte cependant de la contribution additionnelle visée au paragraphe 2 de l'article 3.

19. Section 14 of the said act is replaced by the following:

1957-58,
c. 19, s. 14,
replaced.

Widows.

"14. When the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3 has been paid, and subject, where applicable, to the provisions of section 13,

a. the widow of the beneficiary of a legislative councillor's or member's pension, or of a person entitled to either of such pensions but deceased before having begun to receive it, shall be entitled, from the death of the latter and during her lifetime, to a pension equal to fifty per cent of that which her husband was receiving or was entitled to receive;

b. the widow of a person who dies while he is a member of either House shall receive during her lifetime, in equal monthly instalments, an annual pension equal to thirty-seven and one-half per cent of the total amount of her husband's contributions, but without counting the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3."

20. The said act is amended by adding, after section 14a enacted by section 4 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 33, the following sections:

1957-58,
c. 19, ss.
14b-14g,
ad.

"14b. For the purposes of sections 14c to 14e, the words "legislative councillor" mean a person appointed a member of the Legislative Council before the first of July 1963.

"Legislative councillor".

"14c. 1. Any legislative councillor who resigns after he has reached the age of seventy-five years or after he has held office for at least ten years or ten parliamentary sessions, or who resigns and at the same time gives proof that he is permanently disabled so that he cannot effectively carry out his duties, shall receive, during his lifetime, without any contribution by him, in equal monthly instalments, an annual pension equal to seventy-five per cent of the total amount of the contributions he would have had to provide under section 3 if it had been applicable to him since his appointment to the Legislative Council, but without counting the additional contribution provided for in subsection 2 of section 3.

Pension to councillor resigning.

Pension
suspens-
due
ajoutée.

2. Dans le cas où ce conseiller législatif est bénéficiaire d'une pension dont le versement a été suspendu en vertu de l'article 11, celle-ci est ajoutée à sa pension comme conseiller législatif, sous réserve de l'article 6 quant au maximum de la pension.

2. If such legislative councillor is the beneficiary of a pension the payment of which has been suspended under section 11, such pension shall be added to his pension as a legislative councillor, subject to section 6 as regards the maximum pension.

Suspended
pension
added.

Indemni-
té supplé-
mentaire.

3. Tout conseiller législatif qui, après sa nomination au Conseil législatif et avant le premier juillet 1963, a exercé une des fonctions énumérées au second alinéa du paragraphe *c* de l'article 1, a droit de faire compter, pour fins de pension, l'indemnité supplémentaire qu'il a reçue à ce titre particulier, en donnant un avis au ministre des finances avant le premier octobre 1963, et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal à six pour cent de cette indemnité pour chaque année pendant laquelle il a exercé cette fonction.

3. Every legislative councillor who, after his appointment to the Legislative Council and before the first of July 1963, has held any of the offices mentioned in the second subparagraph of paragraph *c* of section 1, shall be entitled to have counted, for pension purposes, the supplementary indemnity which he has received by virtue of such particular office, on giving notice accordingly to the Minister of Finance before the first of October 1963 and paying into the consolidated revenue fund an amount equal to six per cent of such indemnity for each year during which he held such office.

Supple-
mentary
indem-
nity.

Idem.

Tout conseiller législatif qui, après le premier juillet 1963, exercera une des fonctions mentionnées au deuxième alinéa du paragraphe *c* de l'article 1, a droit de faire compter, pour fins de pension, l'indemnité supplémentaire qu'il reçoit à ce titre particulier, en donnant avis au ministre des finances et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal à six pour cent de cette indemnité pour chaque année pendant laquelle il exercera cette fonction.

Every legislative councillor who, after the first of July 1963, holds any of the offices mentioned in the second subparagraph of paragraph *c* of section 1, shall be entitled to have counted, for pension purposes, the supplementary indemnity which he receives by virtue of such particular office, on giving notice to the Minister of Finance and paying into the consolidated revenue fund an amount equal to six per cent of such indemnity for each year during which he holds such office.

Idem.

Pension
totale.

Dans l'un et l'autre cas, ce paiement donne droit à celui qui l'a fait de recevoir, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle égale à soixante-quinze pour cent du montant ainsi payé, et cette pension est ajoutée à toute pension qui lui serait payable en vertu du paragraphe 1 du présent article.

In both cases such payment shall entitle the person who made it to receive, during his lifetime and by equal monthly instalments, an annual pension equal to seventy-five per cent of the amount so paid, and such pension shall be added to any pension which would be payable to him under subsection 1 of this section.

Total
pension.

Pension à
la veuve.

Si ce conseiller législatif désire que cette indemnité supplémentaire soit comptée pour les fins de la pension à son épouse, il doit verser un montant additionnel de un et demi pour cent de cette indemnité pour chaque année pendant laquelle il a exercé ou exercera cette fonction.

If such legislative councillor wishes that such supplementary indemnity be counted for the purposes of the pension to his wife, he shall pay an additional amount of one and one-half per cent of such indemnity for each year during which he has held or will hold such office.

Pension
to widow.

Conseiller
ex-dé-
puté.

“14d. Tout conseiller législatif a droit de racheter et de faire compter, pour fins de pension, en totalité ou en partie, les années pendant lesquelles il a été membre

“14d. Every legislative councillor is entitled to redeem and have counted, for pension purposes, in whole or in part, the years during which he was a member

Council-
lor for-
merly
member.

de l'Assemblée législative, en donnant un avis à cet effet au ministre des finances avant le premier octobre 1963 et en versant, au fonds consolidé du revenu, un montant égal aux contributions qu'il aurait dû fournir pour ces années conformément à la présente loi, si elle lui avait été applicable lorsqu'il a exercé son mandat comme député.

Intérêt.

Au cas où il a retiré les contributions qu'il avait fournies pour les années qu'il désire racheter, il doit aussi payer au ministre des finances un intérêt au taux légal depuis leur retrait.

Pension totale.

Sous réserve de l'article 6 quant au maximum de la pension, le paiement mentionné au premier alinéa de cet article donne droit à celui qui l'a fait de recevoir, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle égale à soixante-quinze pour cent du montant ainsi payé, et cette pension lui est payable à compter du moment où il cesse d'être conseiller législatif et est ajoutée à toute pension qui lui serait payable en vertu des dispositions de l'article 14c.

Veuve d'un conseiller.

"14e. Tout conseiller législatif, qui désire que son épouse puisse bénéficier d'une pension à son décès, doit donner avis à cet effet au ministre des finances avant le premier octobre 1963 et doit verser au fonds consolidé du revenu un montant égal à la contribution de un et demi pour cent prévue au paragraphe 2 de l'article 3, pour chaque année pendant laquelle il a été membre du Conseil législatif et, le cas échéant, pour chaque année qu'il a rachetée en vertu de l'article 14d, et doit fournir à chaque session, sous forme de retenue, une contribution de un et demi pour cent de son indemnité.

Pension.

Lorsque la contribution additionnelle visée au premier alinéa du présent article a été payée,

a) la veuve du bénéficiaire d'une pension de conseiller législatif ou d'un conseiller législatif ayant droit à cette pension mais décédé avant d'avoir commencé à la recevoir, a droit, à compter du décès de son mari, à une pension viagère égale à cinquante pour cent de celle que son mari recevait ou avait droit de recevoir;

of the Legislative Assembly, on giving notice to that effect before the first of October 1963 to the Minister of Finance and paying into the consolidated revenue fund an amount equal to the contributions that he would have had to provide for such years under this act if it had been applicable to him during his mandate as a member.

Interest.

If he has withdrawn the contributions that he made for the years that he wishes to redeem, he shall also pay to the Minister of Finance interest at the legal rate from such withdrawal.

Total pension.

Subject to section 6 respecting the maximum pension, the payment mentioned in the first paragraph of this section shall entitle the person who made it to receive during his lifetime, in equal monthly instalments, an annual pension equal to seventy-five per cent of the amount so paid, and such pension shall be payable to him from the time when he ceases to be a legislative councillor and shall be added to any pension that would be payable to him under the provisions of section 14c.

Councilor's widow.

"14e. Any legislative councillor who wishes his wife to benefit by a pension when he dies, shall give notice accordingly to the Minister of Finance before the first of October 1963 and pay into the consolidated revenue fund an amount equal to the contribution of one and one-half per cent provided for in subsection 2 of section 3, for each year during which he has been a member of the Legislative Council and for each year, if any, that he has redeemed under section 14d, and shall provide at each session, by means of stoppages, a contribution of one and one-half per cent of his indemnity.

Pension.

When the additional contribution provided for in the first paragraph of this section has been paid,

a. the widow of the beneficiary of a legislative councillor's pension or of a legislative councillor entitled to such pension but deceased before he commenced to receive it, shall be entitled, from the death of her husband, to a life pension equal to fifty per cent of that which her husband was receiving or was entitled to receive;

Pension à la veuve.

b) la veuve d'une personne qui décède pendant qu'elle est membre du Conseil législatif reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle égale à trente-sept et demi pour cent du montant total des contributions que son mari aurait été appelé à fournir conformément à l'article 3 s'il lui avait été applicable depuis sa nomination au Conseil législatif, des contributions qu'il a fournies lorsqu'il était député et des montants qu'il a versés en conformité des dispositions des articles 14c et 14d, sans tenir compte cependant des contributions additionnelles prévues au premier alinéa du présent article ni de celles mentionnées au paragraphe 2 de l'article 3, ni du montant additionnel prévu au dernier alinéa du paragraphe 3 de l'article 14c.

b. the widow of a person who dies while he is a member of the Legislative Council shall receive, in equal monthly instalments during her lifetime, an annual pension equal to thirty-seven and one-half per cent of the total amount of the contributions that her husband would have had to provide under section 3 if it had been applicable to him from his appointment to the Legislative Council, of the contributions that he provided when he was a member and of the amounts that he paid under the provisions of sections 14c and 14d, but without counting the additional contributions provided for in the first paragraph of this section or those mentioned in subsection 2 of section 3, or the additional amount provided for in the last paragraph of subsection 3 of section 14c.

Widow's pension.

Versements.

"14f. Pour les fins des articles 10, 14c, 14d ou 14e, le montant payable en vertu de l'un ou l'autre de ces articles, y compris, le cas échéant, l'intérêt exigible, est réparti en sept versements égaux et annuels, à moins que la personne intéressée ne désire effectuer ce paiement en un nombre moindre de versements.

"14f. For the purposes of sections 10, 14c, 14d or 14e, the amount payable under any of those sections, including any interest payable, shall be divided into seven equal annual instalments, unless the person concerned wishes to make such payment in a smaller number of instalments.

Instalments.

Conseiller expulsé.

"14g. 1. Un conseiller législatif dont le Conseil législatif a ordonné l'expulsion en vertu de l'article 78 de la Loi de la Législature, n'a droit qu'au remboursement de ses contributions, y compris la contribution additionnelle visée à l'article 14e.

"14g. 1. A legislative councillor whose expulsion has been ordered by the Legislative Council under section 78 of the Legislature Act, shall only be entitled to repayment of his contributions, including the additional contribution provided for in section 14e.

Councillor expelled.

Conseiller coupable de trahison, etc.

2. Un conseiller législatif trouvé coupable de trahison ou d'un acte criminel commis pendant la durée de ses fonctions et visé à la partie III ou à la partie VII du Code criminel ou de conspiration pour commettre un tel acte, perd tout droit à la pension prévue à la présente loi et n'a droit qu'au remboursement prévu au paragraphe 1, déduction faite de tous versements de pension qu'il a pu toucher avant sa condamnation."

2. A legislative councillor convicted of treason or of an indictable offence committed during his tenure of office and contemplated in Part III or Part VII of the Criminal Code or of conspiracy to commit any such offence, shall forfeit all right to the pension provided for in this act and shall only be entitled to the repayment provided for in subsection 1, less any pension payments that he may have received before his conviction."

Councillor convicted of treason, etc.

Effet rétroactif.

21. Les articles 2 à 7 de la présente loi ont effet depuis le 15 janvier 1963.

21. Sections 2 to 7 of this act shall have effect from the 15th of January 1963.

Retroactive effect.

Entrée en vigueur.

22. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

22. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.